**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** GUINEE

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** Novembre 2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet: PROJET D'APPUI À LA PARTICIPATION DES JEUNES HOMMES ET FEMMES A LA GOURVERNANCE LOCALE DANS 20 COMMUNES CONFLITOGENES DE LA GUINEE****Numéro Projet / MPTF Gateway:** PBF/IRF-264 /MPTF ID: 00113205 |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :** Fonds des Nations Unies pour la Population UNFPA **(Agence coordinatrice)**Fonds des Nations Unies pour l’Enfance UNICEFOrganisation des Nations Unies pour l’Éducation, la Science et la Culture UNESCO |
| **Date du premier transfert de fonds :** 28 novembre 2018**Date de fin de projet :** 31 mai 2020 (extension de 5 mois, nouvelle date de fin : 31 octobre 2020) **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agence récipiendaire Budget** UNFPA $ 679 343 UNICEF $ 473475.00UNESCO $ 289542.00 Total : $ 1442360.00 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 99%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 441500.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 441000.00 |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :**  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Abdourahmane SAGNANE, Alpha Oumar Telly DIALLO (UNFPA); Charles Tayo Jiofack (UNICEF) et Gabriel Yakegne Ouendeno (UNESCO)Rapport approuvé par : Madame Barbara Sow (Représentante de l'UNFPA)Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Du lancement officiel du projet en janvier 2019, l’ensemble des activités préparatoires ont été réalisés qui a concouru à la réalisation de tous les produits et qui ont permis d’atteindre les résultats escomptés du projet. Cette phase de lancement a facilité la mise en place de l’équipe du projet (recrutement du staff, contractualisations), suivi de la réalisation d’une étude de base qui a permis d’actualiser certains indicateurs du projet et d’avoir les perceptions des différents acteurs sur les besoins spécifiques des jeunes dans les localités couvertes du projet et les quatre communes témoins. Durant cette phase, le processus d’élaboration et de validation des textes règlementaires a été mené de façon inclusive et participative ayant permis la mise en place des conseils Locaux des Jeunes (CLJ) qui sont fonctionnels dans les 19 sur les 20 communes initialement prévues. Les instances de gouvernance (2 comités de pilotage et 4 comité technique) ont été tenue sous l'égide de la Primature, ayant permis aux points focaux des départements ministériels et de la société civile concernés d'évaluer à chaque moment le niveau d'atteinte des résultats attendus du projet.À date, l’ensemble les activités ont été réalisées conformément au document du projet ce qui a permis à l’atteinte des résultats escomptés. Mais il faut noter que le contexte de la pandémie de COVID 19 et des élections référendaires, législatives et présidentielles ont retarder la mise en œuvre de certaines activités comme la révision des plans de développement local (PDL) entre autres.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

Le projet est clos opérationnellement le 31 octobre 2020, les activités importantes à réalisées sont: la finalisation du film documentaire retraçant la vie du projet (de la conception/validation des textes réglementaires à la mise en place des conseils locaux des jeunes et activités majeurs dans le cadre de la prévention et la gestion des conflits ainsi que la participation active au développement local des localités) et surtout l’évaluation finale du projet dont le processus est en cours avec la finalisation des TDrs et le recrutement des consultants. Le rapport de démarrage et les outils de collecte de données ont été validé, la collecte se poursuit.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :**

La mise en œuvre du projet a permis d’instituer des cadres formels de dialogues et de concertation à l’échelle des 19 communes les plus conflictogènes de la Guinée. Ces cadres appelés « ***Conseils Locaux de Jeunes (CLJ) »*** sont devenus des espaces d’actions de prévention et de gestions des conflits. Ils constituent actuellement des organes consultatifs de référence pour les élus locaux et certains partenaires au développement. Les sessions de formation en direction de : «190 jeunes élus des CLJ dont 50 jeunes filles et des dialogues initiés entre les jeunes (H/F) autour de leurs besoins spécifiques ont favorisé une plus grande implication de ces jeunes dans la gouvernance locale. La confiance s’établi progressivement avec les élus locaux, autorités administratives, leaders traditionnels et religieux, entreprises minières. Un vrai partenariat entre les conseils communaux et les CLJ est construit autour des questions de consolidation de la paix et de développement durable avec par exemple la mise à la disposition des CLJ de bureaux par ces conseils communaux. Ces actions ont permis aux conseils Locaux des Jeunes d’être en première ligne dans le suivi des activités de développement local comme l’Agence nationale de financement des collectivités et le fonds local de développement spécifiques aux zones minières facilitant la prise en compte des préoccupations des jeunes et par conséquent de réduire les conflits. Ils sont en première ligne dans certaines négociations entre les collectivités locales et les entreprises minières (exemple : Kamsar, Kouroussa) et aussi dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale à travers des séances de sensibilisation (CLJ de N’Nzérékoré, Beyla, Kindia, Boké). Les CLJ sont devenus les acteurs de développement, de prévention, de médiation et de résolutions des conflits dans les différentes zones cibles du projet.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):**

Les Conseils Locaux des Jeunes (CLJ) sont devenus des espaces de dialogues et de concertation qui ont permis aux jeunes de s’exprimer sur les sujets qui les concernent et d’agir de façon générale sur les questions de développement de leurs communes afin que leurs besoins des jeunes soient pris en compte dans les PDL et PAI.

Dans certaines communes comme Kamsar, Banora, Kouroussa, Sangarédi et Beyla, les membres des CLJ jouent le rôle de médiateurs pour régler les conflits entre les jeunes et les entreprises minières d’une part et des tensions dues à des remous sociaux avec les jeunes. Par exemple dans la commune de Kolaboui malgré l’exploitation de la bauxité, elle est toujours confrontée au problème d’électricité et ce qui cause des revendications des jeunes. Selon un conseil municipal de Kolaboui : *« depuis l’installation de ce conseil local de jeunes qui est un instrument dans la gestion de conflits, appui la commune à atténuer les tensions liées aux délestages du courant et l’employabilité des jeunes dans les zones d’exploitation minières ».*

Aussi les CLJ participent activement à la préservation de l’environnement dans leurs localités respectives à travers : (i) le reboisement des lieux publics, (ii) l’assainissement des places publiques entre autres. Par exemple, tous les CLJ ont menés de activités de sensibilisation liées à la prévention des conflits en période pré-per-post élections des présidentielles du 18 Octobre 2020.

Par ailleurs ils ont réussi à résoudre les conflits liés aux revendications des jeunes pour la construction d’un foyer de jeunes dans le district de Matakania dans la commune de Bonara, le conflit autour de la nomination d’un Président de district de Kolla par le préfet dont les populations ont contesté sa notoriété, Aussi à N’Zérékoré, le CLJ a mené des actions de sensibilisation auprès des partis politiques et de la société civile organisés au sein du FNDC et des autorités locales pour l’organisation des manifestations pacifiques pour contester contre le changement de la constitution. Grâce à cette initiative la manifestation s’est déroulée pacifiquement.

Quelques liens des activités: [https://www.facebook.com/groups/1461481814008355/?ref=nf\_target&fref=nf&\_\_xts\_\_[0]=68.ARB2db-i8AqcEmlhRfmz5OxD6SX2ibeIEomMYNayJuZw0ya1iZ0hahWz7S8VGGddD9t87K\_YpRzxJrR4AGD\_0mKAo6AMVAqFUPgPzne\_d01zhgXDRUBhYV5zYIMo3GZSOyMEGwgB\_tEwECM\_lveuHrT8qVcKLix\_eIxzoXlYapRYa2rSMj4FvoVArZG\_H\_GxuVQZX5ZEuvnVnS391iH11Lsd6KyneRou4-8QivD68rSpBL672uNs3BnwmlPG2gRIgWR03\_tSvb8ZCzo](https://www.facebook.com/groups/1461481814008355/?ref=nf_target&fref=nf&__xts__%5b0%5d=68.ARB2db-i8AqcEmlhRfmz5OxD6SX2ibeIEomMYNayJuZw0ya1iZ0hahWz7S8VGGddD9t87K_YpRzxJrR4AGD_0mKAo6AMVAqFUPgPzne_d01zhgXDRUBhYV5zYIMo3GZSOyMEGwgB_tEwECM_lveuHrT8qVcKLix_eIxzoXlYapRYa2rSMj4FvoVArZG_H_GxuVQZX5ZEuvnVnS391iH11Lsd6KyneRou4-8QivD68rSpBL672uNs3BnwmlPG2gRIgWR03_tSvb8ZCzo)

 L*ien de U-report ci-après et statistiques :*<https://guinea.ureport.in/engagement/>

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1 : Les Plans de Développement Locaux (PDL) et les Programmes Annuels d’Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, a l’égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les trois produits du premier résultat sont réalisés à 95%. Cela se matérialise par l’installation de 19 Conseils Locaux de Jeunes (CLJ) sur 20 prévue initialement car les problèmes endogènes (politiques et claniques) dans la commune de Kintinia n'ont pas permis à l'équipe du projet et la contrepartie nationale de mettre en place le CLJ dans cette localité. Les membres des CLJ ont été élus de façon inclusive et participative avec la prise en compte du genre à 36% de jeunes femmes. Ces CLJ ont été installés solennellement et rendus opérationnels dans les 19 communes. Le processus de dialogue entre les jeunes du CLJ et les autres jeunes est réalisé à travers des dialogues communautaires des focus-group qui ont permis de recueillir les besoins spécifiques des jeunes dont le processus d’intégration dans les PAI et PDL a été réalisé et adopté par les autorités des 19 communes à travers un engagement écrit. Les Conseils communaux et les CLJ travaillent actuellement dans un partenariat dynamique qui favorise la prise en compte des jeunes à travers des décisions collectives avec les CLJ autour des questions de développement et des besoins spécifiques des jeunes.

Ces jeunes élus des CLJ ont bénéficié d’un programme de renforcement des capacités sur l’approche de planification locale sensible aux conflits, la citoyenneté, la gouvernance locale, la connaissance des outils d’élaboration des PDL et PAI et sur l’engagement civique des jeunes. Ces formations les ont rendus acteur de dialogue et cohésion sociale entres les couches des jeunes et leur rapprochement auprès des élus locaux des communes pour une participation accrue au développement local.

Les besoins spécifiques des jeunes des deux sexes et des jeunes vulnérables et défavorisés ont été recueillis et un plaidoyer fait auprès des maires pour leur intégration dans les plans de développement des communes.

Les dialogues avec les jeunes ont permis de toucher plus de 20,000 jeunes. 12,000 jeunes ont été enregistrés sur la plateforme numérique U-report et ont exprimé leur perception sur la prise en compte de leurs besoins et priorités dans les plans de développement des communes à travers des sondages réalisés sur la plateforme numérique U-report.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Durant la mise en œuvre du projet, des activités majeures ont été déroulées, orientées spécifiquement vers les jeunes femmes à savoir : la formation de 104 jeunes femmes et filles sur le leadership transformationnel et la prise de parole en public. Les jeunes femmes et filles représentent 36,63% soit 174 sur 475 des membres des CLJ dont 57 jeunes femmes sont membres des bureaux exécutifs de ces CLJ.

Des focus groups spécifiques aux jeunes femmes ont été sont organisés, en prélude à la révision des Plans de Développement Locaux et les Programmes Annuels d’Investissement. En outre, les textes (statuts, règlement intérieur et mode d’élections) régissant la mise en place et le fonctionnement des CLJ intègrent la prise en compte du genre à tous les niveaux : notamment sur les quotas de participation des jeunes aux CLJ (30 % au moins).

**Résultat 2:** **Les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle d’agents de changement positif sont connus et discutés dans les 20 collectivités concernées.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

De façon global, on note que les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle d’agents de changement positif sont connus et discutés dans les 20 collectivités concernées. La réalisation de ce résultat a commencé par la formation de 392 membres des Conseils Locaux des Jeunes des 19 communes durant la fin de la première année, sur l’organisation et le fonctionnement des communes, sur le processus de planification notamment l’élaboration des Plans de Développement Locaux et les Programmes Annuels d’Investissement. Il s’en est suivi des sessions d’échange et de dialogue organisé par les membres des CLJ formés avec les autres jeunes hommes et jeunes femmes. Elles ont permis de toucher 3920 jeunes dont 1575 jeunes femmes dans les 19 localités en vue de collecter leurs préoccupations et besoins spécifiques à intégrer dans les PAI révisés de 2020.

À la suite de la prise en compte des besoins des jeunes dans les PAI et PDL à travers des engagements écrits et signées par les autorités locales, le processus de dialogue intergénérationnel est renforcé et des communications à travers les différents canaux (radios, Télévision et réseaux sociaux) sont de mise pour plus d’impact et de viabilité du projet.

Plus de 32 émissions radios et 15 émissions télévisées ont été réalisées avec la participation des membres des conseils locaux de jeunes (CLJ). Le contenu était focalisé sur le rôle des CLJ, les activités menées et les défis pour la promotion de la paix dans leurs collectivités mais surtout au niveau de la couche juvénile. En plus de la diffusion sur les ondes des radios et télévisions, les productions ont également été diffusées via les pages Facebook des CLJ. Ces émissions radiophoniques ont été animées par les membres des CLJ pour davantage faire connaitre leurs structures et leurs actions auprès des jeunes surtout en milieu enclavé (villages et districts), ceci pour donner un plus grand écho à leurs actions et mandat d’organe consultatif auprès de la commune.

À date un film retraçant la vie du projet est en cours de finalisation. Ce film prendra en compte le processus de validation des textes réglementaires, la mise en place des conseils locaux des jeunes, les succès dans leurs intégrations au développement local et la prévention et à la gestion des conflits entre jeunes-jeunes et jeunes et les autres couches.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

À travers des sessions d’échanges et de dialogue entre les jeunes-jeunes organisées par les jeunes des conseils locaux des jeunes, les jeunes femmes ont représenté plus de 40 % soit 1575 jeunes femmes sur les 3920 jeunes touchés. Les actions proposées à intégrer dans les PAI et PDL prennent en compte des questions de lutte contre les violences basées sur le genre, la lutte contre la discrimination des filles et l’égalité de chance en faveur des jeunes femmes ainsi que des personnes vulnérables pour des emplois locaux dans les zones industrielles et semi-industrielles.

Une formation spécifique aux jeunes femmes des 19 conseils locaux des jeunes a été organisé durant le mois d’octobre 2020 sur le leadership transformationnel féminin, ces ateliers de formations ont regroupé 104 jeunes filles et femmes.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Au cours de la période, le contexte électoral lié à l’organisation du double scrutin (législative et référendaire) du 22 mars 2020 marqué par les violences et la situation de la COVID-19 n’ont pas permis de réaliser les activités de suivi pour renseigner les* *indicateurs et de proposer les recadrages possibles dans les collectivités du projet.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  *Tous les indicateurs de résultats ont été renseignées après la réalisation de l’étude de base. (Voir la matrice)*  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): *20 000 $USD*Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* : *Les termes de référence ont été élaborés et validés, les consultants (principal et expert technique) ont été sélectionnés, et le rapport de démarrage a été élaboré et validé de façon inclusive. Elle tiendra compte du contexte du COVID-19 qui a impacté la mise en œuvre des activités du projet.**Le draft des TDRs a été partagé avec le Secrétariat du PBF et PBSO et les inputs ont été intégrés.*  |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):           N/A                       |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | Un forum WhatsApp pour échanger sur les activités du projet a été mis en place regroupant l’équipe technique du projet, le secrétariat technique du portefeuille PBF, les partenaires de mise en œuvre et les président des conseils locaux des jeunes installées dans les 19 communes cibles du projet ; d’une plateforme communicative des jeunes sur WhatsApp et Facebook.Les conseils locaux des jeunes réalisent parfois avec satisfaction les activités d’engagement civique contribuant de façon significative à la prévention et la gestion des conflits mais aussi à la cohésion et au développement durable de leurs localités respectives. Les remous sociaux liés aux contestations des acteurs politiques majeurs et de la société civile ont entrainé le ralentissement du déroulement des activités planifiées de janvier à mars 2020.De fin mars à juin 2020, la situation sanitaire liée à la Covid 19, suites aux restrictions édictées par les autorités ont été un frein de plus à la réalisation des activités. Il faut noter, le renforcement de capacités des jeunes en technologies de l’information et de la communication ont permis d’animer des séances de sensibilisation de leurs pairs jeunes à travers de plateformes (Facebook, WhatsApp, zoom etc) |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$00

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Il n’y’a pas eu d’ajustement financiers sur les ressources du projet dans le la lutte contre la COVID-19. Cependant à travers d’autres sources de financement, les CLJ ont bénéficié des activités de formations les mesures barrières et aussi contribué aux activités de sensibilisation communautaires y compris la distribution de protection des kits de lavages de mains. Ceci dénote le rôle important que joue les jeunes des CLJ après de leurs communautés.

Aussi, les partenaires de mise en œuvre (AfriYan, Raj-Gui etc.) ont été appuyé sur les techniques d’utilisation de la technologie pour la réalisation des visioconférences afin de réaliser des focus-group et la planification des activités de révision des PDL et PAI sur Zoom, Hangouts et meets google etc.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[x]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[x]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat 1Les Plans de Développement Locaux (PDL) et les Programmes Annuels d’Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, a l’égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes. | Indicateur 1.1Pourcentage des conflits causés par les jeunes annuellement dans la zone du projet. | 89,3% pour les communes ciblées 81,2% pour les communes témoins | 50% | ND  | Le rapport final de l’évaluation finale en cours permettra de renseigner cet indicateur.  | Le contexte socio-politique et la crise sanitaire liée à la Covid-19 n’ont pas permis de réaliser la collecte et l’analyse des données relatives à cet indicateur par une enquête de perception, néanmoins, l’évaluation finale permettra de renseigner cet indicateur. |
| Indicateur 1.2Pourcentage des communes dotées de Plan de Développement Local et les Programmes Annuels d’Investissement sensibles aux conflits, à l’égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes. | 0 | 100% | ND | À date, aucune cible du projet n’a élaboré son PDL et PAI au titre de l’année 2020, néanmoins les besoins des jeunes ont été identifiés, catégorisés et des engagements écrits ont été fiats par les maires des communes cibles du projet.  | Le contexte de la covid-19 ayant imposé des restrictions de regroupements sur l’ensemble du territoire national a empêché l’atteinte de cet indicateur.Les besoins des jeunes étant identifiés et priorisés dans les 19 communes cible du projet et des engagements ont été pris par les autorités locales (Maires) pour intégrer les besoins des jeunes dans les PDL et PAI |
| Produit 1.1Les Conseils locaux de jeunes sont mis en place dans 20 communes cibles. | Indicateur 1.1.1Nombre de conseils locaux des jeunes mis en place et fonctionnel. | 0 | 20 | 19 | 19 CLJ sont mis en place et fonctionnels soit un pourcentage de 95%  | Les problèmes endogènes (politiques et claniques) dans la commune de Kintinia n'a pas permis à l'équipe du projet et la contrepartie nationale de mettre en place le CLJ.  |
| Indicateur 1.1.2Pourcentage de jeunes femmes membres de CLJ | 0 | 30% | 36,63% | 36,63 % de jeunes filles soit 475 conseillers dont 174 jeunes femmes  |  |
| Produit 1.2les CLJ collectent, analysent et exploitent les besoins spécifiques des jeunes y compris ceux des jeunes femmes. | Indicateur 1.2.1Nombre de CLJ utilisant la plateforme U-report pour collecter, analyser et diffuser des informations sur les besoins spécifiques des jeunes y compris les jeunes femmes | 0 | 20 | 19 | 19 CLJ utilisent la plateforme U-report  | À date trois sondages ont été lancé sur la plateforme U-Report et le 4e est en cours À ce jour 81 757 jeunes U-reporters se sont enrôlés dans la plateforme U-Report dont 12, 9 % pour cette année 2020. Voir le lien ci-après :<https://guinea.ureport.in/>  |
| Produit 1.3les Conseils Municipaux et les Conseils locaux de Jeunes travaillent ensemble pour une compréhension partagée des besoins spécifiques des jeunes | Indicateur 1.3.1Nombre de cadres de concertation et de dialogue mis en place et opérationnels entre les CLJ et les CM. | 0 | 20 | 0 | 19 cadres de concertation existent et sont fonctionnels soit un ratio de 95%. Cela se matérialise par l’implication des jeunes dans les projets de développement de leurs localités respectives (responsable de suivi des projets ANAFIC et FODEL) dans certaines zones. |  |
| Résultat 2Les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle d’agents de changement positif sont connus et discutés dans les 20 collectivités concernées | Indicateur 2.1Pourcentage des jeunes estimant que leurs préoccupations sont portées par les CLJ aux conseils municipaux. (désagréger par sexe et âge) | 0 | 65% | ND | À évaluer lors de l’évaluation finale du projet qui est en cours.  |  |
| Indicateur 2.2Pourcentage d’élus locaux et autorités administratives estimant que les Plans de Développement Locaux et les Programmes Annuels d’Investissement contribuent à prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale. | 0 | 70% | 0 |  le rapport final de l’évaluation permettra de renseigner cet indicateur.  |  |
| Produit 2.1Les sessions de dialogue intergénérationnels sont organisées entre les jeunes-jeunes et entre jeunes et les acteurs locaux notamment les autorités locales sur les besoins spécifiques et la prévention des conflits | Indicateur 2.1.1Nombre de sessions de dialogue organisés entre jeunes-jeunes. | 0 | 60 | 392 | 392 sessions de dialogue ont été organisés entre jeunes-jeunes à travers des focus-group qui ont permis de recueillir de leurs besoins devant être intégrés dans les PDL et PAI. | Initialement 60 sessions de dialogues étaient prévues. Pour mieux toucher les jeunes à la base, les sessions de dialogues ont été organisés à l’échelle du quartier et district ce qui a amené à 392 sessions et en raison de 10 participants par sessions 30 % de jeunes filles et femmes  |
| Indicateur 2.1.2Nombre de sessions de dialogue entre jeunes et autres acteurs.  | 0 | 40 | 38  | 38 sessions de dialogue entre jeunes et autres acteurs à savoir les conseillers municipaux et des acteurs de la société civile et autres couches de la population locale tout en respectant le genre et les personnes vulnérables. |  |
| Produit 2.2Des produits médias (radios/télévision, réseaux sociaux, photos, vidéos et affiches ….) en lien avec la prévention des conflits sont réalisés et diffusées à travers des canaux appropriés. | Indicateur 2.2.1Taux de pénétration des produits médias (radios/télévision, réseaux sociaux, photos, vidéos et affiches ….) en faveur de la prévention des conflits qui sont réalisés et diffusées. | 79,1% pour les communes ciblées74,7% pour les communs témoins | 90 % | 0 | À travers les émissions radiophoniques, télévision, les capsules vidéo, des partages de photos et messages sur les plateformes des réseaux sociaux aminées par les jeunes des CLJ ont permis de voir l’interaction entre les jeunes sur les thématiques de paix-développement. Voir ce lien ci-après L’évaluation finale va renforcer les informations sur cet indicateur. |  |